

# LES MAROCAINS ET COVID-19

## REPRESENTATIONS, ATTITUDES ET PRATIQUES

- 
- Aziz Mechouat
  - Mohcine Rahouti
  - Houda Adouni
  - Zakriti Abderahman
  - Mohamed Fadil
  - Ennabili Imane
  - Ahlam Qafas
  - Ikram Adnani

JUILLET 2020

## **Table des matières**

<b>Introduction méthodologique</b>	<b>4</b>
<b>Covid-19 comme agent catalyseur au niveau social</b>	<b>5</b>
<b>Le confinement : Stabilisation des relations sociales et concentration sur les fondamentaux</b>	<b>6</b>
<b>Angoisse de l'inconnu et force du lien social</b>	<b>8</b>
<b>Déséquilibre des logiques fragiles ou négociation avec la pandémie ?</b>	<b>8</b>
<b>Confiance partielle dans le système de santé et satisfaction persistante à l'égard des actions des pouvoirs publics</b>	<b>10</b>
<b>Responsabilité sociétale et rationalité "non coûteuse"</b>	<b>11</b>
<b>Conclusion</b>	<b>12</b>

**NOTE DE SYNTHÈSE DE LA DEUXIEME PHASE DE RECHERCHE**

**JUILLET 2020**

**LES MAROCAINS ET COVID-19**  
**REPRESENTATIONS, ATTITUDES ET PRATIQUES**

**Par**

Aziz Mechouat

Mohcine Rahouti

Houda Adouni

Zakriti Abderahman

Mohamed Fadil

Ennabili Imane

Ahlam Qafas

Ikram Adnani



## Introduction méthodologique

Faisant suite au rapport<sup>1</sup> de la première phase de recherche publié par l'équipe "MENASSAT" en mai dernier, nous en publions un deuxième qui présente certains des résultats de la phase suivante de la recherche sur le même sujet à savoir « les Marocains et Covid-19 ».

En termes de méthodologie, cette deuxième étape de la recherche a été accomplie, en suivant le même schéma que la première étape. Et cela, en gardant l'aspect exploratoire et quantitatif de la recherche, s'appuyant ainsi sur le questionnaire comme outil de recherche.

L'objectif de cette étude consiste à explorer et analyser les transformations et changements survenus en temps de Covid-19, sur la connaissance, les représentations, les attitudes et pratiques d'un échantillon de marocains. Notre enquête s'est déroulée au cours une période charnière entre deux phases : la première est marquée par la déclaration de l'état d'urgence sanitaire et du confinement ce qui a représenté un contexte inhabituel pour les répondants. Quant à elle, la deuxième phase relève de l'extension et le resserrement des mesures de gestion par les pouvoirs publics. Ces mesures qui ont sans doute influencé d'une manière ou d'une autre les représentations, les attitudes et les pratiques ainsi que le cours de la vie quotidienne.

D'où l'importance, voire même la nécessité, d'accomplir cette deuxième phase de recherche, pour suivre la dynamique de ces effets et transformations, en utilisant le questionnaire en ligne, comme un outil d'exception imposé par des circonstances exceptionnelles, pour collecter des informations et des données. Tout en conservant une grande partie du contenu du questionnaire utilisé lors de la première étape, ce deuxième questionnaire fut enrichi par de nouvelles questions plus adaptées au contexte de la deuxième vague de l'enquête.

Les répondants ont été sollicités à remplir le questionnaire durant la période allant du 12 mai au 4 juin, donnant ainsi un échantillon composé de 2 392 individus. Ceux-ci reflètent largement la diversité géographique et sociale au Maroc. Néanmoins, la forme électronique du formulaire fait que les scolarisés en constituent le taux le plus élevé.

Les caractéristiques sociologiques les plus importantes de l'échantillon se présentent comme suit :

- L'échantillon est équilibré en termes de genre : 52% d'hommes et 48% de femmes ;
- Il est jeune du fait que la tranche d'âge 16-49 ans constitue environ 83% des répondants ;
- il est marqué par la prédominance des citadins : 64% contre 25% de ruraux ;

---

<sup>1</sup>– Pour le rapport de la première phase de recherche, veuillez visiter le site Internet de Menassat sur le lien suivant : <https://urlr.me/Rb27G>



- L'échantillon est actif et productif puisque plus de 50% des personnes enquêtées exercent une activité professionnelle ;
- Un peu plus que la moitié des répondants sont mariés et vivent dans des maisons séparées, avec tout ce que cela induit en termes de responsabilités familiales et socio-économiques.
- 27,2 % des individus enquêtés connaissaient une personne atteinte ou décédée par le covid-19.
- L'échantillon est représentatif de la plupart des régions du Royaume, et malgré les écarts, il reflète de façon visible le poids démographique et économique de chacune d'elles.

## **Covid-19 comme agent catalyseur au niveau social**

Les conditions de confinement ayant accompagné l'émergence du "Covid-19" ont imposé la suspension de la « vie normale », et les mesures comprenaient la limitation juridique et obligatoire de la circulation des individus et des groupes, dans le but d'atténuer les contacts et les interactions directes entre les personnes affectées et celles susceptibles d'être affectées.

Ces mesures ont suscité une réflexion collective visant à créer des modes de vie adaptés aux contraintes de cette situation temporaire en ce temps de pandémie et d'urgence sanitaire. Cela reflète donc la transformation du virus « Covid-19 » en un agent catalyseur social par excellence. C'est à dire un agent qui, par sa simple présence ou intervention, agit sur tous les niveaux de la vie sociale ainsi que toutes les actions et comportements individuels et collectifs, à commencer par la nécessité de protéger son corps, ses proches et sa famille, jusqu'à arriver à la nécessité de réorienter et réadapter l'ordre de la vie collective de façon à réduire les dangers de la pandémie.

En d'autres termes, « COVID-19 » s'est transformé en un « influenceur social » en faisant naître un nouvel environnement qui exige le renouvellement et la réorientation des liens entre les individus. En effet, plusieurs comportements et relations ont émergé, tandis que d'autres ont disparu. Ainsi, plus des trois quarts des répondants ont exprimé leur prise de conscience de ce changement, d'autant plus que 27,2% d'entre eux avaient même relaté la souffrance générée par le virus suite à l'infection ou le décès d'un proche à cause de Covid-19.

La société marocaine incarne, comme d'ailleurs d'autres sociétés, un système de relations à travers lequel les besoins, les intérêts, les ressources et les échanges collectifs sont gérés. C'est le cadre général qui porte l'existence et le système de la vie collective des individus. Dans ce contexte, l'individu est un acteur social dont la présence est partagée avec celle des autres, et les relations s'étendent aux autres dans le temps et dans l'espace. D'autant plus que l'existence sociale de l'individu émerge comme une nécessité pour sa propre sécurité et celle des autres ; son existence



est incluse dans les formes de solidarité sociale, sans lesquelles la continuité de la société est impossible.

Dans cet esprit, ce rapport se veut une tentative de répondre initialement aux questions suivantes : Comment les Marocains ont-ils géré la période de confinement ? Quel est le degré d'influence de leurs perceptions de la maladie, du malade, des établissements dans la deuxième période de confinement ? Comment sont apparus différents niveaux de solidarité, de synergie et d'entraide ? Sur qui ont-ils compté pendant cette période ? Et comment certaines valeurs ont été impactées par cette période de gestion du confinement ?

## **Le confinement : Stabilisation des relations sociales et concentration sur les fondamentaux**

La population étudiée est constituée d'individus et de familles, qui vivent sous un même toit, en l'occurrence des ménages qui peuvent compter plus de dix individus. Les ménages dont le nombre d'individus varie entre trois et cinq représentent 60% du total, suivis de ceux qui comptent deux ou six individus dont des proportions proches n'excèdent pas 12% pour chacune des deux catégories. Il s'agit de la même distribution enregistrée dans l'échantillon aléatoire précédent, avec des différences totales ne dépassant pas deux points pour chaque groupe sur l'axe de mesure des pourcentages, et ce par une simple comparaison entre les résultats de recherche précédents avec ceux en cours.

C'est aussi une population qui subit les conditions de confinement, avec des moyens de subsistance répartis entre les revenus de poursuite du travail à hauteur de 54,1%, ou en s'appuyant sur des économies à hauteur de 11,9%, tandis que le pourcentage de ceux qui comptent sur le soutien de l'Etat en faveur des catégories fragilisées à cause de la pandémie, ne dépasse pas 6.14% du total. Le reste se contente désormais de chercher d'autres sources de revenu élémentaire ou complémentaire à travers l'exercice d'activités de bricolage ou en s'appuyant sur une solidarité aux multiples provenances, commençant par la famille qui garde encore la force du lien social, étant donné qu'elle constitue un réservoir traditionnel de culture, des valeurs d'entraide et de solidarité au sein de la société marocaine.

Les circonstances imposées par la pandémie ont contribué à la perte de gains matériels d'un pourcentage significatif des citoyens, tandis que d'autres ont dû subir un manque d'opportunités ou une dégradation des conditions de travail, et dans d'autres cas une pénurie voire une interruption des ressources financières mensuelles dont dépend chaque ménage. L'étude montre que les revenus de plus que la moitié de la population active de l'échantillon ne dépassent plus la somme mensuelle



de 5000 dirhams, et environ un tiers des répondants gagnent moins de 2500 dirhams par mois, et les revenus de 21,6% de l'échantillon sont inférieurs à 1 000 dirhams par mois.

Pour ce qui est de l'impact sur les relations sociales, environ un cinquième de l'échantillon, à hauteur de 19,1%, affirme qu'il n'y a pas eu de changement pendant la période de confinement. Nous constatons, par contre, qu'une plus grande majorité atteignant 78,6% confirme que des changements se sont bel et bien produits dans leur vie social. Il s'agit de changements négatifs pour certains et positifs pour d'autres, ils ne sont donc pas unanimes, puisque 57,9% considèrent que leurs relations avec les personnes qui les entourent ont évolué pour le mieux contre 7,3% qui estiment que leurs relations avec les autres se sont détériorées pendant la période de confinement, et les 34,8% restants trouvent qu'ils ont gardé des relations normales entre eux et les autres et n'ont noté aucun changement significatif.

Ceux qui préféraient l'expression relations « normales » n'ont pas nié la contribution des conditions de confinement au renforcement et à l'amélioration de leurs relations familiales, tendance exprimée à une fréquence de 83,2% du total des enquêtes, certains se sont contentés d'exprimer l'amélioration des relations amicales mais avec un pourcentage ne dépassant pas 8%, tandis que les relations de voisinage ont enregistré le pourcentage le plus bas ne dépassant pas un point et demi pour cent.

Si le logement était l'espace le plus utilisé par les familles et les groupes formant la société marocaine à cette époque, le manque de lieux répondant aux besoins et aux envies des individus est resté inhérent à la phase de confinement. Les espaces éducatifs et professionnels sont les plus absents et manquants dans la vie des marocains questionnés à hauteur de 23%, suivis par les mosquées comme lieux de culte collectif pour 19,3% d'entre eux, ensuite les espaces récréatifs et sportifs d'environ le dixième (10.9 %).

Le reste des citoyens ont exprimé leur privation d'autres activités de groupe, tels que rendre visite aux proches avec un pourcentage de 15,3% ainsi que le voyage et les déplacements avec un pourcentage de 16,1%. Le pourcentage de ceux qui déplorent le manque d'espaces et services de proximité qu'offrent les cafés et restaurants, les salons de coiffures et les bains publics reste minime, soit parce qu'il existe des alternatives à ceux-ci dans les maisons et espaces de logement, soit parce que les gens étaient davantage concentrés sur les besoins essentiels dans leurs vies et reportaient à plus tard les besoins complémentaires ou envies durant cette période de pandémie.

Pendant la première et la deuxième phase de confinement, la communication à distance est devenue la méthode la plus efficace et la plus utilisée pour satisfaire un grand nombre de besoins et d'envies sociales des individus, chose qui a rendu l'accès à internet un besoin général comblé à hauteur de 96,6%. Ce pourcentage est resté stable entre les deux phases de la recherche et le taux



d'information et d'accès aux nouvelles sur la pandémie aux moyens d'internet et des réseaux sociaux est resté élevé plus que n'importe quel autre moyen.

## **Angoisse de l'inconnu et force du lien social**

Face aux craintes et à la grave anxiété que le virus continue de générer, la famille reste le principal refuge des répondants en cas de besoin d'assistance. En réponse à la question « à qui vous avez recours en cas de besoin d'aide ? », 73% des personnes interrogées ont confirmé leur recours à la famille, ce qui rend encore plus solide ce lien, et démontre sa force. Désormais, de toutes les transformations qui se sont produites, la majorité absolue, à savoir 83%, considère que les conditions de cette crise sanitaire ont particulièrement renforcé leur relation avec les membres de la famille, alors que seulement 4% considèrent que la crise a renforcé leurs liens avec les institutions publiques, et 1,5% trouvent que leur lien avec les voisins se sont améliorés pendant cette période de pandémie. De plus, 80% des répondants ont affirmé que les conditions imposées par cette pandémie ont changé leurs comportements vis-à-vis de leur entourage tandis que 20% ont gardé le même comportement.

Il nous est facile d'observer, à travers une lecture simple et directe des données et des chiffres, que la pandémie, malgré toutes ses répercussions démographiques, économiques et sociales majeures, a ravivé les liens de solidarité et de coopération entre différents groupements et appartenances identitaires mineures quelles que soient leurs appellations. L'identité familiale apparaît comme un modèle central dans ce contexte, 73% des citoyens déclarent que la famille représentait et représente le principal refuge pour chercher de l'aide lorsqu'ils sont dans le besoin, suivie du groupe d'amis avec 17%, tandis que le recours aux institutions de l'État n'est une option que pour 6% des citoyens, il vient juste avant les groupes de camaraderie au travail, qui ne dépasse pas trois points de pourcentage. Cela indique la centralité de la contribution du lien familial à l'atténuation des conditions créées par les urgences sanitaires. Le comportement de solidarité des membres d'une même famille s'exprime comme un engagement volontaire et multidimensionnel, en faveur des autres. Ceux-ci sont en mesure de répondre à leurs besoins économiques, individuellement ou en tant que chefs de ménage pour plusieurs individus.

## **Déséquilibre des logiques fragiles ou négociation avec la pandémie ?**

Plus des deux tiers de l'échantillon, 62%, ont exprimé une grande confiance dans la science et la médecine, et le reste est réparti entre une confiance moyenne de 23%, une confiance faible de 7% et un manque de confiance de 2%, tandis que la non réponse à la question était de 6%. Face à cette



confiance, nous avons observé une baisse de la proportion de ceux qui croient en la "théorie du complot" stipulant que le virus est une industrie de laboratoire. En fait, ils constituaient environ 59% de l'échantillon au premier stade de la recherche, ils ne sont plus que 35%. En contrepartie, le taux de croyance selon lequel le Covid-19 est une simple maladie comme toutes les autres a augmenté, avec un léger accroissement du taux de la croyance selon laquelle il s'agirait d'un châtement divin, le taux est passé de 5% dans la première phase de recherche à 10% dans la deuxième. Egalement, le taux de ceux qui expriment encore leur méconnaissance de la source du virus a augmenté pour atteindre 17%.

Bien que la forme traditionnelle de prévention des maladies reste associée à de nombreuses représentations courantes telles que « le protecteur est Dieu », « il ne nous arrivera que ce qui nous est destiné » et que « la mort et la vie sont entre les mains de Dieu », le déclenchement du Covid-19 et la mise en place imposée du confinement ont montré que ces raisonnements métaphysiques ont perdu beaucoup de leur poids. Cette tendance au rationalisme est basée sur l'intervention concrète de la science et de la médecine au travers de ce qui est indiqué par le nombre de répondants qui estiment que la première procédure à suivre en cas d'infection par le virus est d'appeler le numéro vert de l'intervention médicale, il s'élève à plus de 80%, alors qu'aucun des répondants ne plaide pour l'orientation vers les exorciseurs ou soigneurs traditionnels.

La longévité du virus et de l'échec des discours favorisant la médecine alternative, ont fragilisé tout raisonnement qui exclue la médecine conventionnelle. Plus de 64% des répondants ont confirmé que le virus ne peut pas être traité avec des herbes, épices ou nourriture uniquement, 14% ont affirmé que cela était possible, contre 22% qui n'avaient pas de position précise.

De nombreuses études traitant des changements de valeurs religieuses chez les patients, plus précisément ceux qui sont atteints de maladies de longue durée, démontrent qu'il existe deux catégories: ceux qui vont avoir une forte orientation vers les cultes et pratiques, et ceux qui mèneront la réflexion absolue sur le rôle de la religion et auront tendance à revoir leur degré de foi à travers les interprétations métaphysiques, du fait que ceci ne leur a pas apporté de solutions à leur crise de santé.

Bien qu'il ait été difficile de classer les répondants de l'échantillon entre ces deux directions, dans cette étude, la position vis-à-vis de la fermeture des mosquées est restée stable dans sa proportion dans les deux phases de la recherche (plus de 90%).

Il a été clairement démontré que la religion en tant que valeur structurée du modèle de valeur du groupe de recherche est également restée constante. En ce qui concerne leur évaluation du rôle que la religion a joué dans leur vie pendant la période de confinement, environ la moitié des répondants (50%) a déclaré que ce rôle est fort et comprend tous les aspects de leur vie, 33% des répondants



ont affirmé que l'importance de ce rôle se limite à la seule vie spirituelle et 9% donne à ce rôle une dimension dans leur vie familiale et sociale, tandis que le pourcentage de ceux qui ont soutenu que la religion n'a joué aucun rôle dans leur vie durant la période de confinement est de 8%.

Encore une fois, ces chiffres reflètent très globalement certaines manifestations générales de la relation des Marocains avec la religion, caractérisée principalement par un taux élevé de religiosité et d'une combinaison avec les différentes formes et expressions qu'elle revêt. Ainsi certains répondants limitent l'effet de la religion à la sphère spirituelle individuelle tandis que d'autres parlent d'une extension dans les différentes formes et schémas de leur vie sociale et familiale.

En revanche, ces chiffres révèlent que le taux élevé de religiosité dans la société marocaine n'a pas empêché l'émergence de marges, même si elles sont limitées, elles sont très significatives en faveur de l'émergence d'une position affirmant que « la religion n'a pas de rôle ». En fait, 8% des personnes interrogées ont déclaré que la religion ne joue aucun rôle dans leur vie pendant la période de confinement, ce qui reflète, hormis sa faiblesse quantitative par rapport à l'effectif global des répondants, une facette indépassable de la sociologie de la religiosité des marocains.

Reste à noter qu'essayer de comprendre l'impact du confinement sur la religiosité des répondants reste délicat en l'absence d'une perception de l'étendue et du niveau de leur rapport à la religion au cours de la période précédant la pandémie.

En général, les réponses des répondants reflètent une allusion sociologique importante des caractéristiques de la communauté d'étude, que la rationalité a éprouvé dans sa partie liée à la croyance en la science et à son utilité dans une large mesure, sans pour autant que cette rationalité puisse couvrir et dépasser toutes les autres techniques de résistance et d'expression. Au niveau plus particulier, les réponses des enquêtés expriment de façon claire la situation d'incapacité et d'impossibilité de trouver un médicament ou un vaccin fiable dans le court terme, une incapacité exprimée par les médias, et à travers eux, tous ceux qui travaillent et investissent dans le domaine des vaccins et industries pharmaceutiques.

### **Confiance partielle dans le système de santé et satisfaction persistante à l'égard des actions des pouvoirs publics**

Les raisons de la peur du Covid-19 ne sont proportionnellement pas les mêmes entre la première étape de la recherche et la deuxième. Si la préoccupation première au départ était due à la faiblesse et à la fragilité des infrastructures de santé et d'hospitalisation dans le pays avec un pourcentage de 58%, durant la deuxième étape, ce dernier a reculé à 25 % au profit d'une autre raison qui est liée à l'absence de traitement du coronavirus.



Il apparaît donc que les individus de l'échantillon ont repris confiance en la capacité des établissements de santé à faire face à la pandémie, après que la première étape de la recherche ait révélé leur peur que le système de santé ne puisse absorber le nombre de patients et assurer leur hospitalisation. Il est clair qu'avec le temps et le contrôle du nombre de victimes, l'importance de cas de guérison et la stabilisation du taux de mortalité à moins de 3%, les gens ont gagné en confiance dans les structures de santé et leurs compétences à gérer la pandémie.

Malgré le rétablissement de ce degré de confiance en les établissements de santé, et la diminution de la peur du Covid-19 due à une certaine fragilité du système de santé, comme il a été constaté dans la première étape de la recherche, il n'en reste pas moins que le taux de ceux qui sont inquiets et ceux qui le sont beaucoup plus vis-à-vis du Covid-19 reste élevé avoisinant les 80%. Ce pourcentage est d'autant plus important si l'on prend en compte que plus de 60% environ des répondants considèrent la maladie comme très dangereuse contre 36% qui estiment qu'elle l'est moyennement.

Concernant les procédures des autorités publiques pour faire face à la pandémie en prolongeant le confinement, 78% des personnes interrogées ont jugé nécessaire cette décision. Nous pouvons prendre comme indicateur de leur confiance dans ce que font les autorités publiques le fait que 67,2% de l'échantillon n'ont pas eu recours au stockage excessif (alimentation, médicaments) ... après l'annonce de la prolongation, c'est à peu près le même pourcentage de répondants (66,5%) qui préfèrent rester dans leur lieu de résidence actuel sans intention ni désir d'être ailleurs. Cette confiance trouve racine également dans la position du discours officiel sur la pandémie, avec 60,6% des répondants exprimant leur suivi quotidien et assidu des médias officiels, contre 35% qui les suivent de façon irrégulière. On remarque alors que ces résultats ne sont pas très différents de celles mentionnées dans la première phase de la recherche.

## **Responsabilité sociétale et rationalité "non coûteuse"**

L'une des caractéristiques les plus importantes de l'épidémie de Covid-19 est sa propagation rapide, d'où la mesure cruciale du confinement qui vise à réduire les contacts entre les personnes. Cette caractéristique a fait de l'épidémie une menace pour l'individu et sa santé physique, mais l'a également mis dans un état de peur constante de transmission. En ce sens, la maladie n'est plus une affaire individuelle, mais plutôt un sujet de préoccupation pour l'individu, la famille, la société et les institutions étatiques. Par ailleurs, le deuxième questionnaire de recherche comprenait un certain nombre de questions visant à examiner les représentations des liens sociaux par les personnes par rapport au concept de citoyenneté et à la définition des citoyens.



Ainsi, il est vérifié que 55,3% des personnes interrogées estiment comme une responsabilité sociale le fait de considérer toutes les personnes rencontrées comme porteuses par défaut du virus. De plus, en harmonie avec la satisfaction des procédures de confinement, 88% des répondants ont estimé que le citoyen responsable se définit comme celui qui respecte les procédures de confinement, seul 1% des répondants ont lié la citoyenneté responsable à la contribution au Fonds Corona.

Dans le même sens, 68% des répondants ont exprimé une attitude négative envers ceux qui ne respectent pas les mesures de confinement. Cette attitude négative est renforcée par 26% de ceux qui ont lié le non-respect des mesures de confinement à de l'égoïsme et le manque d'égard pour autrui. Alors que seulement 3% des personnes interrogées le considéraient comme une liberté individuelle. Il convient également de noter dans le contexte de la responsabilité citoyenne, que 31% de l'échantillon ont déclaré avoir adhéré ou participé sous différentes formes à l'activité de sensibilisation collective liée à la lutte contre la prolifération de l'épidémie.

Malgré l'importance de ces résultats, qui manifestent des attitudes positives à l'égard de la nécessité d'être responsable et de respecter les mesures du confinement, la remarque principale à ce sujet relève du pourcentage élevé d'attitudes positives envers la nécessité de respect de celles-ci, la sensibilisation et la prise de conscience de son importance, tandis que la contribution au Fonds Covid-19 n'a atteint que 1%. Ce faible taux nous pousse à poser de nombreuses problématiques et hypothèses liées à la relation avec les institutions en général et le Fonds Covid-19 en particulier, sachant que 35% des répondants sont des employés du secteur public dont des cotisations ont été déduites au profit de ce fond.

## Conclusion

Nous avons relaté un exposé concis des résultats de la deuxième phase de la recherche. Elle concerne les liens de connectivité sociale et les transformations de valeurs ainsi que la relation avec les institutions et pouvoirs publics durant la période de pandémie du Covid-19 et de l'annonce de l'état d'alerte sanitaire, du confinement et de la prolongation répétitive de ce dernier.

Les résultats ont démontré qu'il y a des "séquelles" sociales, culturelles, économiques au niveau individuel et collectif, au niveau existentiel et spirituel, ainsi qu'au niveau des rôles et des statuts sociaux et utilisation des espaces communs...etc. Ce qui pousse à s'interroger sur l'éventualité que ces éléments réunis soient aptes à inciter l'acteur social, individu ou institution, à reconsidérer les priorités vitales, l'organisation des relations sociales et les modèles de perception et de représentation de soi et de l'autre, ainsi que les systèmes de valeurs et d'éthique... pour être une société qui ressort de cet état d'alerte sanitaire avec un nouveau souffle.

# À-PROPOS DE MENASSAT !

MENASSAT pour les Recherches et les Etudes Sociales est une organisation à but non lucratif basée à Casablanca, au Maroc.

Soucieux des enjeux majeurs de développement, le centre MENASSAT a pour ambition de participer activement au processus du développement à travers :

- Des recherches sociologiques approfondies sur la réalité du terrain.
- L'encadrement, la formation et le soutien à la recherche scientifique.
- Le partage de connaissances et de solutions aux problèmes auxquels la société est confrontée au niveau local, national et régional.





# Menassat

Pour les recherches et les études sociales

## NOS PARTENAIRES



MOROCCAN INSTITUTE  
FOR POLICY ANALYSIS  
ACCURACY - DEPTH - TIMELY - IMPACT

المركز العلمي العربي  
للأبحاث و الدراسات الإنسانية



## CONTACT



+212 (0) 6 61 08 21 88



contact@menassat.org



www.menassat.org



Menassat

